

L'Adresse

de prendre position en faveur du pays. Voilà où nous en sommes, monsieur le Président.

Je voudrais pouvoir parler de la Cour suprême du Canada et de ses jugements. En 1980, M. Trudeau a aussi cédé d'énormes pouvoirs à la Cour suprême du Canada, laquelle a provoqué un grand malaise au pays par certaines de ses décisions sur des questions comme l'avortement et la *Loi 101*, questions qui, dans le passé, se réglait toujours par des rajustements ou des compromis politiques. La Cour suprême peut toutefois rendre un jugement sévère, et c'est ce qui a créé un malaise énorme dans notre pays. Nous avons encore beaucoup à faire pour résoudre ce problème.

Je regrette de n'avoir plus de temps. Il m'aurait fallu au moins 20 minutes pour terminer tout ce que j'avais à dire.

M. Jack Whittaker (Okanagan—Similkameen—Merritt): Monsieur le Président, en ce dernier jour de débat sur le discours du Trône, je suis heureux de prendre la parole pour faire certaines observations et expliquer ce que pensent les électeurs ma circonscription des projets que le gouvernement caresse pour l'avenir et de ses réalisations passées.

À la première page du discours du Trône, voici les mots qui nous sautent aux yeux:

La session qui s'ouvre aujourd'hui marquera un point tournant dans l'histoire du Canada.

Les points tournants sont en effet nombreux, et voilà que nous nous trouvons actuellement à un point tournant dans l'histoire de notre pays. Lorsque je me déplace dans ma circonscription ainsi que dans les différents territoires et provinces du pays, je constate que les Canadiens sont effectivement fort mécontents de l'évolution de la situation sociale, économique et politique de notre pays depuis six ans et demi.

Il est intéressant de constater qu'au sujet des efforts que nous déployons en faveur de l'unité nationale, le premier ministre puisse se montrer aussi insensible qu'il l'a été l'avant-dernier week-end, lorsqu'il a déclaré que les Canadiens n'étaient animés d'aucun patriotisme. De pareilles observations ne sont d'aucune utilité lorsque l'on essaie de rapprocher le Parlement des simples électeurs. Je m'oppose à ce genre de déclaration au même titre que les gens de ma circonscription et que, j'en suis convaincu, l'ensemble des Canadiens.

L'un de mes électeurs, M. Jim Miltmore de Summerland, m'a téléphoné et je me suis entretenu avec lui au cours de la fin de semaine. Il s'y oppose avec véhémence. Tous les deux nous, sommes fiers d'être Canadiens. Nous sommes patriotes à notre façon. Nous, en tant que Canadiens, ne sommes pas d'un naturel expansif. Nous ne sommes pas du genre à nous glorifier de nos actes. Nous ne sommes pas cocardiers. Nous croyons dans notre pays.

C'est du moins ce que nous avons fait jusqu'à maintenant.

C'est dommage que le premier ministre du Canada, qui a parlé dans ce discours du Trône d'un point tournant dans l'histoire canadienne, de l'unité du pays, de la prospérité pour tous et d'un gouvernement à l'écoute, inflige aux Canadiens une telle sermonce. De telles remarques n'arrangent rien.

J'ai parlé des trois principaux thèmes du discours du Trône, à savoir l'unité nationale, la prospérité pour tous et l'efficacité de l'appareil de l'État—c'est-à-dire un gouvernement à l'écoute de la population. Je veux tout d'abord parler de l'unité nationale et de ce qu'en pensent en partie les membres de ma collectivité. Je veux aussi vous entretenir de mon expérience au sein du Comité des finances et du dernier Comité des comptes publics ainsi que de celle que j'ai tirée de mes divers déplacements à travers le Canada et dans ma circonscription.

L'unité, c'est beaucoup plus que parler simplement de questions constitutionnelles. L'unité s'étend au bien-être économique et social. Si l'on jette un coup d'oeil aux événements survenus au Canada ces dernières années, on constate que certains éléments que les gens considèrent comme des facteurs d'unification ont été en butte à des attaques. VIA Rail en est un exemple. Sir John A. Macdonald a fait construire le chemin de fer. C'est à lui que l'on doit l'entente avec CP Rail. Les chemins de fer nationaux du Canada ont suivi comme facteur d'unification, en donnant le sentiment aux Canadiens de faire partie d'un tout, d'un littoral à l'autre.

Nous disposons d'autres moyens de transport. Nous avons de meilleurs réseaux routiers et de meilleures liaisons aériennes, mais le fait est qu'un grand nombre de petites localités rurales canadiennes dépendent des chemins de fer et que les services ferroviaires se sont détériorés. On a supprimé les lignes secondaires. Tout le système ferroviaire a essentiellement disparu dans ma seule circonscription. La Kettle Valley Rail Line a été abandonnée et on est en train maintenant d'enlever les rails. Le tronçon allant de Spences Bridge à la vallée de l'Okanagan, en passant par Merritt et Princeton, a été aussi abandonné il y a environ un an, et on va sans aucun doute enlever bientôt les rails.

C'est le genre de choses qui a unifié le Canada dans le passé, et qui, si on modernisait ces lignes, pourrait cimenter à nouveau notre pays. Mais le chemin de fer n'est pas le seul à jouer ce rôle. L'attaque que le gouvernement a dirigée contre les services de radio et de télévision de Radio-Canada a porté un coup terrible au Canada rural. Dans ma seule circonscription, j'ai reçu de nombreuses pétitions et de nombreuses lettres de plaintes. Les gens écoutent les émissions de Radio-Canada comme celle animée par Peter Gzowski, *Cross Canada Checkup, Double Exposure*. Je pourrai continuer et citer bien des émis-